

Après les critiques du premier ministre à l'encontre de Jean-Louis Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité, comment la loi de 1905 doit-elle être appliquée dans une République touchée par l'intégrisme ?

Une guerre des laïcités en France ?

Pourquoi Jean-Louis Bianco a fâché tant de laïques

Il y a une ligne rouge à ne pas dépasser. L'Observatoire de la laïcité et son président en tête sont devenus sourds et aveugles face à la montée des intégrismes

PAR CAROLINE FOUREST

La polémique suscitée par l'Observatoire de la laïcité est loin d'être anecdotique. Il s'agit de savoir si l'Etat veut défendre la laïcité face aux intégristes et à leurs alliés, ou s'il veut s'en accommoder au titre du dialogue interreligieux et de la laïcité « ouverte ». Ce ne sont pas que des mots ni des guerres de chapelles. Mais des choix qui peuvent armer ou, au contraire, désarmer.

Dans un pays visé par le terrorisme, certaines propagandes peuvent tuer. Comme faire croire que la France pratique un racisme d'Etat, parce qu'elle ose se défendre face au terrorisme. Ou qu'elle est « islamophobe », parce qu'elle souhaite faire respecter l'égalité hommes-femmes et la laïcité au sein de l'école publique.

Les prescripteurs de ces propagandes empoisonnées sont bien connus des laïques vigilants. Ceux-là aimeraient pouvoir compter sur l'Observatoire de la laïcité pour nous protéger. Ils constatent que le bouclier est percé.

L'Observatoire semble bien plus occupé, depuis son entrée en fonctions, à minimiser l'intégrisme, voire à cautionner ceux qui tiennent ces discours contre la France et sa laïcité. C'est le reproche adressé par de nombreuses organisations laïques, qualifié de « réaction laïciste intégriste » par Jean-Louis Bianco. Son mépris envers ces vigilants étant exactement inverse à la complaisance dont il fait preuve envers les organisations réellement intégristes.

Jusqu'à dédaigner les principaux rendez-vous laïques, comme le Prix annuel de la laïcité, pour mieux s'afficher aux côtés des partisans d'une laïcité « ouverte » aux accommodements religieux, façon l'association Coexister. Doté d'importants moyens, ce collectif proche de l'Eglise catholique limite la définition de la laïcité à la

« neutralité ». Il la pratique essentiellement à travers le dialogue interreligieux, pouvant aller des sympathisants de La Manif pour tous aux Frères musulmans. L'un de ses animateurs, Samuel Grzybowski, dit trouver « intéressant » ce courant de l'islam politique totalitaire. Comme les Frères musulmans et les créationnistes chrétiens, il refuse de considérer les sciences comme « supérieures » aux croyances au sein de l'éducation nationale. N'y avait-il pas meilleur partenaire pour signer un livre, *L'Après-Charlie. 20 questions pour en débattre sans tabou* (Coédition Editions de l'Atelier et Réseau Canopé, 2015), à destination des écoles ? C'est pourtant le choix de l'Observatoire de la laïcité.

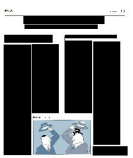
QUELQUES NOMS SERVANT DE CAUTION

D'autres alliés posent question, surtout après les attentats de janvier et de novembre 2015. Nous sommes nombreux à avoir partagé le hashtag #NousSommesUnis par souci d'unité. L'appel du même nom, cautionné et relayé par l'Observatoire de la laïcité, relève de cercles bien plus restreints : un noyau dur formé par Coexister et plusieurs personnalités proches des Frères musulmans, élargi à quelques noms servant de caution, comme Jean-Louis Bianco. Il se défend aujourd'hui de l'avoir signé, mais figure bien en tête des personnalités associées au communiqué de #NousSommesUnis, relayé avec enthousiasme par le numéro deux de l'Observatoire, Nicolas Cadène.

Le texte de l'appel, totalement niais, n'est pas en cause. Le problème réside dans le signal envoyé. Dénoncer l'amalgame, plus que la terreur, aux côtés d'intégristes. Appeler à ne pas stigmatiser en compagnie de personnalités et d'associations qui passent leur vie à stigmatiser la laïcité comme raciste, et les laïques comme « islamophobes ». Les noms mis en avant par cet appel ? Le rappeur Médine, qui chante « *crucifions les laïcards comme à Golgotha* », Nabil Ennasri

(dont la proximité avec le Qatar n'est plus à démontrer) ou encore le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

Clairement islamiste, ce collectif manipule les chiffres, déjà élevé, d'actes antimusulmans – pour l'essentiel des insultes et des graffitis – en ajoutant, dans sa comptabilité, les perquisitions antiterroristes, les mesures d'éloignement d'imams incitant à la haine, l'agression mortelle



d'un musulman par un autre musulman ou le vol de métaux sur le dôme d'une mosquée lié à la délinquance.

Son but est clair. Convaincre les musulmans que la France les abandonne, afin de les pousser dans les bras des prédicateurs intégristes avec qui le CCIF milite. Au choix, Tariq Ramadan, l'imam salafiste de Brest ou Abou Anas, pour qui la musique est « *la voix de Satan* », incite à la « *perversion des mœurs* » et au « *libertinage* ». Des prédicateurs qui participent au dîner annuel du CCIF... Beaux alliés pour un appel à l'« *union* », surtout après les attentats du Bataclan. D'où la pétition, signée par plus de 4000 laïques, pour demander la démission de Jean-Louis Bianco.

Plus récemment, une goutte d'eau a fait déborder le vase et convaincu trois membres de se désolidariser de l'Observatoire (Jean Glavany, Françoise Laborde, Patrick Kessel).

Alors que France Inter consacrait son antenne à l'« anniversaire » du massacre de *Charlie Hebdo*, Nicolas Cadène s'est joint aux troupes du CCIF pour enrager contre Elisabeth Badinter sur Twitter. Qu'a-t-elle dit ce jour-là ? Qu'il fallait défendre la laïcité « *sans avoir peur d'être traité*

d'islamophobe ». Qu'a fait croire le CCIF, spécialiste de cette technique d'intimidation ? Qu'Elisabeth Badinter défendait le droit d'être « *islamophobe* ». Une malhonnêteté habituelle, mais qui commence à coûter trop de vies pour être tolérée. Et que l'Observatoire devrait combattre au lieu de se joindre à la meute des lyncheurs.

Voilà les lignes rouges dont il est question. Celles que Manuel Valls a tenu à rappeler lorsqu'on lui a demandé s'il cautionnait la dérive de l'Observatoire. Jean-Louis Bianco a répondu sèchement, en feignant ne pas dépendre du premier ministre. Ce que son papier à en-tête contredit cruellement. Le gouvernement ne pourra pas se contenter de ce simple rappel à l'ordre. Les institutions qu'il met en place doivent tenir leurs promesses : défendre la laïcité, et non ceux qui l'attaquent. ■

C Caroline Fourest est journaliste, essayiste et l'auteur de « *Eloge du blasphème* » (Grasset, 2015)

Gare aux laïcards extrémistes

La laïcité est victime d'un détournement de l'idée selon laquelle l'Etat, comme sous l'Ancien Régime, doit contrôler les religions

PAR JEAN BAUBÉROT

Une violente mise en cause de l'Observatoire de la laïcité s'effectue depuis quelques jours. Elle a franchi un nouveau palier avec Manuel Valls, prétendant que cet organisme n'avait pas le droit de signer un appel contre Daech, comportant certains signataires qui déplaisent au premier ministre.

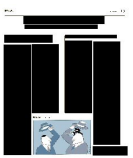
Il ne s'agit de rien d'un conflit entre partisans d'une « laïcité molle » et d'une « laïcité dure ». A ceux qui en douteraient, la vigoureuse défense de l'Observatoire par la Fédération nationale de la Libre-Pensée le prouve. La Libre-Pensée critique certaines positions prises par l'Observatoire. Mais elle estime cela « *normal dans un débat démocratique* ». Elle trouve, en revanche, « *inacceptables* » les attaques contre cet organisme et dénonce les « *conceptions liberticides* » d'« *Inquisiteurs d'un temps nouveau* ».

En fait, la polémique actuelle s'enracine dans une controverse ancienne. C'est Jacques Chirac qui décida de créer un Observatoire de la laïcité, mais celui-ci ne vit pas le jour et deux organismes représentèrent des conceptions divergentes de la laïcité : d'un côté la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

(Halde), qui veilla à ce que la loi de 2004 interdisant les signes ostensibles à l'école publique ne déborde pas son objet ; de l'autre, le Haut Conseil à l'intégration (HCI), dont l'historique de la laïcité (2007) comporte onze erreurs, souvent grossières, qui ne s'expliquent que par sa volonté de relier étroitement laïcité et gallicanisme, politique séculaire des rois de France. Celui-ci contrôle la religion, réprime celle qu'il estime mauvaise, protège celle qu'il considère comme bonne.

Avec Nicolas Sarkozy, la Halde fut normalisée puis supprimée, le HCI devint le conseiller du prince. Il continua à énoncer des contre-vérités. Ainsi, il prétendit que la loi de séparation des Eglises et de l'Etat (1905) comporte un « vide juridique » concernant les manifestations religieuses dans l'espace public, alors qu'il s'est agi d'un choix : les parlementaires ont refusé les amendements qui les limitaient. D'une manière générale, comme l'a montré l'historien Emile Poulat, la loi de 1905, « *loi de liberté* » selon Aristide Briand, constitue une rupture avec le gallicanisme. Cependant, un courant gallican a continué à exister dans le camp laïque.

Avec François Hollande, l'Observatoire de la laïcité fut véritablement créé et le HCI supprimé. Cependant, l'ex-HCI publia, à l'été 2013, un avis. Il voulait étendre l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'enseignement supérieur, faisant peu de cas des franchises universitaires. Cet avis montre que, dès la création de l'Observatoire, certains souhaitent le parasiter. Or, le remplacement du HCI par l'Observatoire a une signification très claire, celle de considérer la laïcité comme s'appliquant à tous. Même s'il avait été moins ignare, le HCI symbolisait la réduction de la laïcité aux « *problèmes* » de l'immigration, en lien avec l'instauration



d'un ministère de l'identité nationale. Ainsi, il aurait été incongru que le HCI se saisisse de la question du droit spécifique de l'Alsace-Moselle, ce qu'a fait l'Observatoire. Il faut donc rendre cette justice à François Hollande : il a remis la laïcité sur des rails non discriminatoires.

APOLOGIE DE L'OBSCURANTISME

Depuis longtemps donc, des personnes, qui se prétendent partisans de la loi de séparation, mais sont en fait des gallicans républicains, rongent leur frein, n'ont jamais véritablement accepté la légitimité de l'Observatoire. Un tweet pointant les raccourcis d'Elisabeth Badinter posté par le rapporteur de l'Observatoire de la laïcité sur son compte personnel a déclenché l'hallali. Si on examine un peu froidement les choses, la situation devrait paraître ridicule : la liberté d'expression serait quasi absolue quand il s'agit de *Charlie Hebdo* et autres, critiquer M^{me} Badinter reviendrait à blasphémer contre la République ! Mais quand il s'agit de laïcité, certains deviennent fondamentalistes et défendent le premier degré contre toute démarche de connaissance. La position que vient de prendre Manuel Valls face à l'Observatoire est dans la logique de celle où, refusant toute démarche de sciences humaines et sociales, il s'est récemment livré, sans doute à son insu, à une apologie de l'obscurantisme.

Là est l'enjeu premier de cette *disputatio*. Certains, au nom de convictions laïques prétendues, s'autorisent à récuser tout savoir sur la laïcité. Les avis de l'Observatoire reposent pourtant sur une analyse minutieuse de la loi de 1905, et la double rupture qu'elle a représentée :

face à toute officialité de la religion, face au gallicanisme que mettait en œuvre Emile Combes. Alors bien sûr, de la connaissance à la prise de position, il y a toujours un écart et donc un espace pour la discussion. Mais nous avons, plus que jamais, besoin de cette laïcité qui, en 1905, dans une situation de quasi-guerre civile, a permis un rapide apaisement.

Nous avons besoin d'une laïcité rassembleuse face à l'extrémisme de Daech. Or, face à l'importante augmentation d'actes antimusulmans, vouloir mettre ceux qui sont engagés dans le combat contre la haine anti-islam, quels que soient les désaccords que l'on peut avoir avec eux, hors du pacte républicain constitue une faute énorme, un acte totalement contre-productif dont le premier ministre sera comptable devant l'Histoire.

C'est également un très mauvais service rendu aux Français juifs, dont la situation douloureuse actuelle mérite une amitié plus intelligente. D'abord parce que prôner une laïcité dite « intransigeante » (pour reprendre une expression de Valls) qui, contrairement à 1905, ne limite pas la neutralité religieuse à la puissance publique, atteint forcément les juifs. Ainsi la terrible agression de Marseille contre un enseignant juif le 11 janvier s'est-elle transformée, dans certains médias, en débat sur le droit de porter la kippa dans l'espace public. Quelle perversion ! Ensuite, parce que le meilleur, et le seul juste moyen de combattre l'antisémitisme est de lutter contre toutes les haines, et non de tenir des discours déséquilibrés. Briand demandait une « laïcité de sang-froid », cette exigence est toujours d'actualité. ■



Jean Baubérot est spécialiste de la laïcité et ancien titulaire de la chaire Histoire et sociologie de la laïcité à l'Ecole pratique des hautes études. Il est notamment l'auteur des Sept Laïcités françaises. (*Maison des sciences de l'homme, 2015*)